



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

SECRETARIAT GÉNÉRAL
DU COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE



Stratégie nationale de prévention de la
délinquance 2013-2017

**Approche globale de la tranquillité
publique**

Outils juridiques et procédures judiciaires

Mai 2014



SOMMAIRE

Introduction.....	5
A. LES FONDEMENTS JURIDIQUES DES INFRACTIONS EN MATIERE DE TRANQUILLITE RESIDENTIELLE ET PUBLIQUE.....	7
1. Quelques définitions liminaires.....	7
2. Réglementation en vigueur réprimant les infractions en matière de troubles et nuisances de l'environnement paisible.....	8
2.1 - Code de la construction et de l'habitation.....	8
2.2 - Code civil	8
2.3 - Code pénal.....	9
2.4 - Circulaire DACG de 16 mars 2010	9
B. VOIES, MOYENS JURIDIQUES ET ETAPES D'INTERVENTION DES BAILLEURS SOCIAUX EN SYNERGIE AVEC LES ACTEURS DE PROXIMITE.....	10
1. Dispositifs de signalement	10
2. Actions judiciaires civiles.....	12
3. Réquisition permanente, réquisition ponctuelle dans le champ de l'action pénale.....	13
4. Main courante.....	14
5. Dépôt de plainte.....	15
6. Pré-plainte en ligne.....	17
7. Lettre plainte.....	17
8. Enquête judiciaire.....	17
9. Constitution de partie civile.....	17
9.1 - La mise en mouvement de l'action publique par la victime partie civile.....	17
9.2 - La constitution de partie civile et la réparation du dommage subi.....	18
C. CONSEQUENCES DES PROCEDURES ENGAGEES.....	18
1. Conditions de la réponse pénale.....	18
2. Le classement sans suite.....	20
3. Les alternatives aux poursuites.....	21
3.1 - Le rappel à la loi.....	21
3.2 - Le classement sous condition.....	21
3.3 - La médiation pénale.....	21
3.4 - La composition pénale.....	21

4. L'engagement de poursuites pénales.....	22
4.1 - <i>L'ordonnance pénale.....</i>	22
4.2 - <i>La comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité.....</i>	22
4.3 - <i>La convocation par officier de police judiciaire (COPJ) et la citation directe ...</i>	22
4.4 - <i>La convocation par procès-verbal.....</i>	23
4.5 - <i>La comparution immédiate.....</i>	23
4.6 - <i>L'ouverture d'une information judiciaire.....</i>	23
5. L'exécution de la peine.....	24
6. L'intervention du parquet dans le cadre d'une procédure civile d'expulsion pour troubles.....	24
 Lexique des termes juridiques.....	 25-33
 Schéma de l'ordre judiciaire.....	 34-37

Introduction

Ce guide méthodologique dédié aux infractions en matière de tranquillité publique s'inscrit dans le cadre de la stratégie nationale de prévention de la délinquance 2013-2017 et vise à favoriser la mise en œuvre du programme d'actions 3 pour améliorer cette tranquillité publique.

Il est destiné aux partenaires locaux, membres des CLSPD, au sein desquels la participation active des bailleurs sociaux est essentielle. Ils ont, en effet, des obligations en matière de tranquillité résidentielle, et sont également acteurs de la sécurité publique et de la prévention de la délinquance.

Au-delà de la sécurité de leurs ensembles immobiliers et de leurs locataires, ils sont confrontés à des situations d'insécurité, atteintes aux biens ou aux personnes, qu'ils ne peuvent régler seuls. Leurs interventions reposent sur des outils juridiques et des procédures spécifiques mais parfois ils se heurtent à des difficultés pour les mettre en œuvre.

Le présent guide a pour objet de définir et clarifier les dispositifs et procédures existants. Il permet de souligner l'importance de la coopération entre les représentants de l'Etat, les collectivités territoriales et les bailleurs. Il vise à améliorer la lisibilité et la visibilité des étapes de la chaîne judiciaire en cas d'échec de la phase amiable, lorsque les modes d'intervention en amont sont épuisés mais que les troubles et nuisances persistent.

Ce document n'a pas vocation à édicter des règles rigides risquant de compromettre la souplesse et l'efficacité des pratiques mais d'énoncer et de rappeler quelques principes essentiels de fonctionnement pour faciliter l'accomplissement des démarches à effectuer en cas d'infractions pénales portant atteinte à des biens et/ou des personnes, pour favoriser également les relations entre les acteurs.

Ce guide doit être avant tout un outil d'aide au dépôt de plainte et répondre aux questions les plus simples et récurrentes : Pourquoi déposer plainte ? Dans quelles circonstances ? Comment ? Dans quelles conditions ? Quel type de plainte ? Etc.

L'enjeu étant d'adopter une démarche globale pour veiller à la tranquillité publique, ce guide apporte, sous un angle à la fois juridique et opérationnel, les précisions nécessaires au dépôt de plainte en s'appuyant sur des exemples concrets et des initiatives locales susceptibles d'être adaptées.

Ainsi, s'articule-t-il autour de 3 axes principaux correspondant :

- aux **fondements juridiques des infractions en matière de** tranquillité publique
- aux **voies et moyens juridiques** dont disposent les partenaires de proximité
- aux **suites** données aux procédures engagées

A. – LES FONDEMENTS JURIDIQUES DES INFRACTIONS EN MATIERE DE TRANQUILLITE RESIDENTIELLE ET PUBLIQUE

1. Quelques définitions liminaires

Le droit pénal français prévoit la **répartition des infractions en trois catégories**, en fonction de la gravité des faits. Pour chaque catégorie, une juridiction différente est compétente :

- Les contraventions :

Elles correspondent aux infractions les moins graves et relèvent du tribunal de Police. Elles sont sanctionnées par des amendes allant de 38 euros (1^{ère} classe) à 1 500 euros (5^{ème} classe), pouvant être portées à 3 000 euros en cas de récidive. Elles ne peuvent donner lieu à aucune action coercitive, comme un placement en garde à vue.

Exemples : tapages, dégradations légères, violences volontaires ayant entraîné une Incapacité Totale de Travail (ITT) inférieure ou égale à 8 jours.

- Les délits :

Ces infractions relèvent du tribunal correctionnel. Elles sont sanctionnées par des peines d'emprisonnement inférieures ou égales à 10 ans et/ou amende-stage de citoyenneté-travaux d'intérêt général - peines privatives ou restrictives de droit (art 131-6 CP).

Pour chaque délit, les textes prévoient le maximum de la peine encourue.

Exemples : violences volontaires ayant entraîné une ITT supérieure à 8 jours, vol, dégradations volontaires graves.

- Les crimes :

Ce sont les infractions considérées par la loi pénale comme les plus graves.

Elles relèvent de la cour d'assises et sont sanctionnées par des peines de réclusion criminelle allant de 10 ans à la réclusion à perpétuité.

Exemples : Viol, meurtre, vol avec arme...

Les droits et les devoirs qui s'imposent à chaque citoyen sont étroitement liés à la notion de responsabilité. Lorsqu'une personne est mise en cause comme auteur d'une infraction, des poursuites pénales pourront être engagées à son encontre sous réserve qu'elle soit responsable pénalement, c'est à dire qu'au moment où elle a commis l'infraction elle n'était pas atteinte d'un trouble psychique ou neuropsychique ayant aboli son discernement ou le contrôle de ses actes (CP. art 122-1 alinéa 1).

Par ailleurs, il convient de distinguer les infractions ci-dessus des **actes d'incivilités** qui ne relèvent pas du domaine pénal. Rappelons que cette notion recouvre tous les désordres qui perturbent la vie quotidienne. Le plus souvent, il s'agit du manque de politesse ou de propreté.

Résoudre les problèmes générés par ces actes est difficile car si certains sont des infractions et peuvent donc être constatés par l'intervention des forces de sécurité intérieure et sanctionnés par la Justice, beaucoup ne sont en fait que des atteintes à des règles de vie en société que chacun d'entre nous doit respecter et faire respecter.

2. Réglementation en vigueur réprimant les infractions en matière de troubles et nuisances de l'environnement paisible

Avant de spécifier les références juridiques des infractions en matière de tranquillité publique, rappelons que dans le cadre de leurs prérogatives respectives au titre des polices administratives, **le préfet et le maire sont habilités à prendre toute mesure relative au maintien de la sûreté et de la tranquillité publiques**. Le préfet exerce son pouvoir de substitution en cas de carence du maire.

Des **arrêtés préfectoraux et municipaux** peuvent également prévoir des dispositions spécifiques pour lutter contre les nuisances de voisinage.

2.1 - Code de la construction et de l'habitation

L'article L.126-1 apporte une réponse concrète en prévoyant pour les propriétaires ou exploitants d'immeubles à usage d'habitation ou leurs représentants le droit de faire appel à la police nationale, à la gendarmerie ou à la police municipale pour rétablir la jouissance paisible des lieux en leur accordant une autorisation permanente de pénétrer dans les parties communes de ces immeubles.

L'article L.126-2 permet aux bailleurs de faire appel à la police, à la gendarmerie ou à la police municipale en cas d'occupation des espaces communs du bâti par des personnes qui entravent l'accès et la libre circulation des locataires, ou empêchent le bon fonctionnement des dispositifs de sécurité et de sûreté ou nuisent à la tranquillité des lieux, pour rétablir la jouissance paisible de ces lieux.

L'article L.126-3 réprime le fait d'empêcher en réunion l'accès ou la libre circulation dans les parties communes et sur les toits ou le bon fonctionnement des dispositifs de sécurité et de sûreté d'une peine de 2 mois d'emprisonnement et de 3 750 € d'amende. Lorsque ces faits sont accompagnés de menaces ou de voies de fait, les peines sont portées à 6 mois d'emprisonnement et 7 500 € d'amende.

2.2 - Code civil

Les articles **1382**, **1383**, **1384** et **1385** du Code civil fixent les règles fondamentales des régimes de responsabilité sous l'angle du fait générateur :

- fait personnel : art. 1382 et 1384
- fait d'autrui : art. 1384 et 1385
- fait des choses : art. 1384, 1^{er} alinéa

Quel que soit le fondement de la responsabilité, ces articles disposent qu'il faut toujours administrer la preuve du dommage subi et du lien de causalité entre le fait générateur et le dommage.

Concernant plus particulièrement la responsabilité du fait personnel, les **articles 1382 et 1383** subordonnent celles-ci à la preuve d'une faute. L'article 1383 ajoute qu'une négligence ou une imprudence peut aussi engager la responsabilité civile. Ces deux articles constituent le régime de droit commun de la responsabilité délictuelle : chacun doit répondre des préjudices causés par ses erreurs, ses omissions ou ses négligences dès lors qu'elles sont érigées en faute.

L'article 1384 dispose : « *On est responsable non seulement du dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait des personnes dont on doit répondre, ou des choses que l'on a sous sa garde.* »

Toutefois, celui qui détient, à un titre quelconque, tout ou partie de l'immeuble ou des biens mobiliers dans lesquels un incendie a pris naissance ne sera responsable, vis-à-vis des tiers, des dommages causés par cet incendie que s'il est prouvé qu'il doit être attribué à sa faute ou à la faute des personnes dont il est responsable. »

L'article 1385 précise que : « *le propriétaire d'un animal, ou celui qui s'en sert pendant qu'il est à son usage, est responsable du dommage que l'animal a causé, soit qu'il fût sous sa garde, soit qu'il fût égaré ou échappé* ».

Les **articles 1719, 1725** spécifient clairement les **droits et obligations du bailleur** :

En l'occurrence, les **2° et 3° de l'article 1719** soulignent l'obligation pour le bailleur : « *2° D'entretenir cette chose en état de servir à l'usage pour lequel elle a été louée ; 3° D'en faire jouir paisiblement le preneur pendant la durée du bail* ».

Les **articles 1728 et 1735** précisent les **obligations du locataire**, notamment au **1° de l'article 1728** « *D'user de la chose louée en bon père de famille, et suivant la destination qui lui a été donnée par le bail, ou suivant celle présumée d'après les circonstances, à défaut de convention* ».

2.3 - Code pénal

Le Code pénal réprime plus sévèrement les **atteintes aux personnes** commises à l'encontre d'un gardien assermenté d'immeubles ou de groupes d'immeubles ou un agent exerçant pour le compte d'un bailleur des fonctions de gardiennage ou de surveillance des immeubles à usage d'habitation en application de **l'article L. 127-1** du Code de la construction et de l'habitation, lorsque les faits ont été commis dans l'exercice ou du fait de ses fonctions et lorsque la qualité de la victime est apparente ou connue de l'auteur. Il en est de même pour les **infractions visant son conjoint, ses ascendants ou descendants en ligne directe ou de toute autre personne vivant habituellement à son domicile si les faits ont été commis en raison des fonctions exercées par le gardien**.

Ainsi, par exemple, les **violences volontaires commises à l'encontre d'un gardien sont toujours de nature délictuelle**. Les peines encourues sont, par exemple, de trois ans lorsque les faits n'ont entraîné aucune incapacité totale de travail (ITT) ou une ITT inférieure à huit jours et de cinq ans lorsqu'ils ont entraîné une ITT supérieure à huit jours.

De même, les menaces de commettre un crime ou un délit contre les personnes ou les biens proférées à l'encontre d'un gardien sont réprimées par l'article 433-3 du Code pénal d'une peine de deux d'emprisonnement, sans qu'il soit nécessaire que cette menace soit réitérée.

Par ailleurs, « *les appels téléphoniques malveillants réitérés ou les agressions sonores en vue de troubler la tranquillité d'autrui, sont punis d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende* » par **l'article 222-16**.

2.4 - Circulaire DACG de 16 mars 2010

La circulaire CRIM 2010-6/E8 du 16 mars 2010¹ relative à la présentation des dispositions de droit pénal et de procédure pénale de la loi n° 201 0-201 du 2 mars 2010 renforçant la lutte contre les violences de groupes et la protection des personnes chargées d'une mission de service public explicite la modification législative apportée par l'article 6 de la loi du 2 mars 2010 à la rédaction du premier alinéa de l'article L126-3 du CCH.

Le point **3.2** des « Dispositions diverses » est en effet consacré « **aux faits d'occupation abusive des halls d'immeubles** ».

¹ Circulaire en annexe

Il est précisé en particulier que : « Ainsi que le rappelle le rapport de la commission des lois du Sénat, le terme « empêcher » est moins fort que le terme « entraver », qui suggère une attitude agressive. Ainsi, l'infraction permettrait de viser les personnes qui occupent en réunion les parties communes des immeubles et empêchent, par leur attitude passive, la circulation des personnes ».

Il conviendra de modifier en conséquence dans les actes de poursuites et les décisions judiciaires les qualifications développées.

En outre, l'article 7 de la loi a complété l'article L. 126-3 d'un nouvel alinéa qui prévoit que les personnes coupables des infractions prévues aux alinéas précédents encourrent également, à titre de peine complémentaire, une peine de travail d'intérêt général ».

B. – VOIES, MOYENS JURIDIQUES ET ETAPES D'INTERVENTION DES BAILLEURS SOCIAUX EN SYNERGIE AVEC LES ACTEURS DE PROXIMITE

Le présent guide est conçu pour répondre aux préoccupations des acteurs, les aider à identifier dans quelles conditions ils peuvent recourir à l'action pénale, comment et avec quels outils.

La voie pénale et la nécessité de **déposer une plainte** pour permettre le déclenchement d'une enquête, sont justifiées dans tous les cas où une infraction pénale paraît avoir été commise.

En revanche, les différends de nature purement civile (retards ou absence de paiements de loyer, troubles de jouissance, nuisances liées à des défauts d'hygiène, occupation sans droit ni titre hors hypothèse de violation de domicile..) ne sauraient faire l'objet d'un dépôt de plainte, lequel s'exposerait à un classement sans suite immédiat, en l'absence d'une infraction pénale constituée. Dans ces hypothèses, seule la voie d'une action civile est ouverte.

1. Dispositifs de signalement

Par son rôle au cœur des quartiers, le bailleur occupe une position stratégique d'observation et de connaissance des problématiques de tranquillité résidentielle et de tranquillité publique.

La collecte des informations et des signalements est fondamentale en amont de toute procédure pour mieux en apprécier l'impact. Le bailleur veille à mettre en place les conditions internes de remontées d'informations et les conditions externes de circulation et d'échanges de ces informations (cf. document relatif à l'approche globale de la tranquillité publique).

La **fiche incident** saisie par certains bailleurs ne s'assimile nullement à un dépôt de plainte. Ce document a notamment pour objet de mesurer les difficultés auxquelles sont confrontés les personnels des bailleurs et leurs prestataires (agressions physiques ou verbales...), ainsi que les dégradations et le vandalisme sur leur patrimoine².

Par ailleurs, une **fiche incident** peut aussi être utilisée pour appeler l'attention des forces de sécurité intérieure sur la récurrence d'incidents et l'insécurité ressentie dans certains secteurs. Cette fiche doit être génératrice d'un retour d'information au profit du bailleur émetteur. Sa transmission doit s'effectuer dans un temps proche du constat (éviter notamment les transmissions en fin de mois).

² Grille de l'observatoire national des faits d'incivilités chez les bailleurs affichée page suivante, jointe en annexe.



CONTACT

1 M. 2 Mme 3 Mlle (Entourer le chiffre)

Nom (merci d'écrire en majuscules) :

Tél :

Fax :

E-mail :

Nom de l'organisme (merci d'écrire en majuscules) :

Adresse de l'organisme (merci d'écrire en majuscules) :

Code Postal :

Ville :

ORGANISME

✓ Le statut 1 OPH 2 ESH 3 GIE

✓ Les logements

Q1 : Le nombre de logements

Dont
Répartis surQ2 : Le nombre de
logements en ZUS
(si aucun, noter « 0 »)Q3 : Le nombre
total de communes
d'implantation

✓ Les salariés

Q4 : Le nombre total de
salariésDont
Q5 : Parmi ce nombre de salariés,
combien sont des
gardiens ou assimilés ?

PROJET SECURITE

✓ Organisation

Q6 : En 2012, disposiez-vous d'un chargé de mission sécurité ?

1 Oui, en équivalent temps plein 2 Oui, à temps partiel 3 Non

✓ Outil de recueil des actes incivils et délictueux

Q7 : En 2012, disposiez-vous d'un outil de recueil des actes incivils et délictueux ?

1 Oui 2 Non

✓ Dispositifs techniques et humains de prévention de la délinquance

♦ La vidéoprotection

Q8 : Actuellement, disposez-vous de systèmes de vidéoprotection dans votre parc ?

1 Oui 2 En convention partagée avec les villes 3 Ne sait pas

♦ L'accompagnement spécifique de la Nuit

Q9 : En 2012, avez-vous eu recours à des dispositifs de gardiennage en soirée ?

1 Oui, interne 2 Oui, externe 3 Non

SECURITE ET GESTION LOCATIVE

✓ L'ensemble des agressions vis-à-vis des salariés

Q10 : Le nombre d'agressions qui vous ont été signalées et pour lesquelles il y a dépôt de plainte enregistrée par la victime ? Dans ce nombre, doivent figurer les insultes, menaces et les coups et blessures qui font partie des agressions.

♦ La nature des atteintes aux salariés

Q11/18 : Pour les agressions (insultes, menaces ou, coups et blessures) que vous avez relevées en 2012, pourriez-vous donner la nature principale de chacune d'entre elles ? (la somme de tous ces nombres doit être égale au nombre donné en Q10)

Q11 : Verbales	Q12 : Physiques avec armes	Q13 : Physiques avec armes par destination	Q14 : Physiques sans arme	Q15 : Avec animaux	Q16 : Avec véhicule	Q17 : Vois / Vois avec violence	Q18 : Autres

♦ Les lieux d'agressions

Q19/23 : Toujours pour le nombre donné en Q10, pourriez-vous maintenant détailler les lieux sur lesquels se sont produits ces faits ? (la somme de tous ces nombres doit être égale au nombre donné en Q10)

Q19 : A l'intérieur du logement du locataire	Q20 : Dans les lieux de vie du locataire (parties communes, cave, palier...)	Q21 : Sur les espaces extérieurs	Q22 : Dans les locaux du bailleur (siège, agence et logement)	Q23 : Autres

♦ Les causes/facteurs de déclenchement des agressions

Q24/36 : Pourriez-vous indiquer, en nombre, les causes principales ou les facteurs de déclenchement des agressions (menaces, insultes et, coups et blessures) survenues durant l'année 2012 ?

Q24 : Sans motif apparent	Q31 : Intervention sur un délit flagrant
Q25 : Différend lié au paiement du loyer	Q32 : Represailles
Q26 : Demande de mutation	Q33 : Agression pour demande de logement non résolue
Q27 : Différend lié à une insatisfaction du locataire	Q34 : Phénomènes liés à la drogue
Q28 : Remarque ou rappel des règles d'usage	Q35 : Rassemblements dans les parties communes
Q29 : Interposition dans un différend	Q36 : Autres Précisez :
Q30 : Trouble du comportement de l'agresseur	

✓ Le contentieux

Q37 : En 2012, disposiez-vous d'une procédure formelle de règlement amiable des troubles de voisinage (réponses graduées, rappel de règlement, médiation...) ?

1 Oui 2 Non 3 Ne sait pas

Le **rapport d'ambiance du délégué cohésion police-population (DCPP)** : dans les territoires où ils existent, l'action des DCPP est très importante. Il s'agit la plupart du temps d'un policier retraité, qui fort de son expérience professionnelle, est employé dans le cadre de la réserve civile. Il a pour vocation d'assurer un renforcement du lien entre la population, les acteurs de terrain et les forces de sécurité intérieure. Il est ainsi un relais accessible aux habitants, associations et commerçants. Le DCPP est un véritable acteur de la prévention de la délinquance au sein des Zones de sécurité prioritaires (ZSP). Allant à la rencontre de la population des cités et des associations, il recrée le lien social et travaille à améliorer l'image de la police dans les quartiers sensibles. En lien avec les délégués du préfet là où ils existent, il est à même de contribuer à l'évaluation locale des dispositifs mis en place sur les secteurs en difficulté.

Les **signalements effectués par les délégués des préfets** sont également déterminants.

Environ 320 délégués du préfet sont en fonction dans les quartiers de la politique de la ville. Leurs missions consistent d'une part, à mobiliser ou à renforcer les dispositifs existants dans les quartiers prioritaires, qu'il s'agisse des dispositifs de la politique de la ville, de prévention de la délinquance ou des politiques de droit commun de l'Etat. D'autre part, ils veillent à synthétiser des informations, très souvent disparates ou ignorées des institutions, en vue d'éclairer la décision publique et de donner du sens à l'action, en faisant remonter des éléments factuels concernant le quartier, en vérifiant la pertinence des actions, en produisant des analyses et en formulant des appréciations allant au-delà des seuls indicateurs d'évaluation techniques, en repérant les personnes clefs et les actions remarquables

La prévention de la délinquance et la sécurité constituent un axe prioritaire de la politique de la ville. Le délégué du préfet doit donc par conséquent y contribuer tout en veillant à rester strictement à l'écart des actions de police judiciaire et de maintien de l'ordre.

Son ancrage territorial et la nature partenariale de ses missions le conduit à travailler avec les acteurs de proximité de cette politique que sont, entre autres, les bailleurs sociaux. Les délégués des préfets sont aussi impliqués dans la GUP (Gestion Urbaine de Proximité) ou la médiation sociale (Adultes-relais) avec les bailleurs et l'interlocuteur du conseil de quartier.

Par exemple, en **Haute-Garonne** l'association régionale Midi-Pyrénées pour l'habitat participe à des réunions dirigées par le directeur de Cabinet, en présence du délégué du préfet au sujet des occupations de halls d'immeubles.

2. Actions judiciaires civiles

Pour engager l'action civile en résiliation du bail devant le tribunal d'instance, le bailleur doit, au préalable :

- faire une mise en demeure
- faire procéder à une sommation interpellative par huissier
- faire procéder à une sommation d'avoir à cesser les troubles par huissier.

Il fait ensuite délivrer une assignation accompagnée des pièces suivantes :

- bail signé
- règlement intérieur
- protocole et engagement signés par le locataire
- constats, photos, plans de situation, plans de masse,...

- historique actualisé, à la date de l'assignation, des troubles commis dans les parties communes (courriers, pétitions, rapports internes, rapport d'ambiance, plaintes déposées, coût des dégradations...)
- écrits des partenaires (élus locaux, associations des locataires et autres)
- attestations (art. 202 du Code de procédure civile)
- éventuellement, copie des mains courantes déposées par les représentants personnes physiques des bailleurs sociaux et des pièces faisant état d'évènements ou d'interventions, dès lors que celles-ci font expressément référence à des données nominatives relatives à ces représentants personnes physiques, et ce en application des **articles 39 et 41** de la **loi n° 78-17 du 6 janvier 1978** relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et de l'arrêté du 22 juin 2011 portant autorisation de traitements automatisés de données à caractère personnel dénommés « *nouvelle main courante informatisée* ».
- éventuellement, copie d'une décision pénale définitive ou de pièces d'une procédure pénale clôturée, délivrée sur autorisation du procureur de la République sur le fondement de l'**article R.156 du Code de procédure pénale**.

NB : la communication de pièces pénales n'est possible que pour les enquêtes terminées.

3. Réquisition permanente, réquisition ponctuelle dans le champ de l'action pénale

Pour autoriser les forces d'ordre à intervenir sur les parties communes privatives du patrimoine du bailleur, tant extérieures qu'intérieures, il existe deux solutions :

- dans l'urgence, notamment lorsqu'un trouble est en train de se commettre : il convient d'appeler le 17 dans le respect, s'il y a lieu, des procédures internes, pour que les forces de sécurité intérieure interviennent.
- pour le traitement de problèmes de tranquillité publique : la **réquisition permanente** permet et autorise les forces de sécurité intérieure à faire des patrouilles aléatoires pour assurer une surveillance et un suivi des affaires à la demande d'un requérant (syndic, bailleur). Cette réquisition prend la forme d'un courrier adressé annuellement au représentant des forces de sécurité intérieure par le bailleur³. Le détail du patrimoine du bailleur doit être actualisé.

En outre, en tant que de besoin, le bailleur peut établir une **réquisition temporaire et ciblée** aux forces de police. Cette réquisition prend la forme d'une note circonstanciée décrivant la localisation précise des faits, les modes opératoires, les créneaux horaires....

L'intervention des forces de sécurité intérieure permet de faire cesser le trouble, de connaître les mis en cause, de rechercher l'existence de toute infraction pénale et d'en identifier les auteurs.

Outre la dispersion des rassemblements hostiles, elles peuvent procéder à leur éventuelle verbalisation en cas de constatation d'une contravention (pour tapages, jets de détritus, salissures, dégradations légères, non-respect de l'interdiction de fumer...),

³ En annexe : exemple de réquisition permanente à Bordeaux et exemples de réquisitions permanentes et ponctuelles à Argentueil-Bezons

4. Main courante

Pour éviter toute confusion, il convient de rappeler la distinction entre la main courante et le dépôt de plainte. La main-courante est une simple déclaration, le dépôt de plainte permet d'engager une procédure judiciaire⁴.

« *Effectuer une déclaration sur main courante* », revient à faire consigner des déclarations par un fonctionnaire de police relatives à des faits mineurs n'ayant pas de base pénale ou lorsque le déclarant ne souhaite pas déposer plainte, tout en voulant laisser une trace officielle d'une situation spécifique.

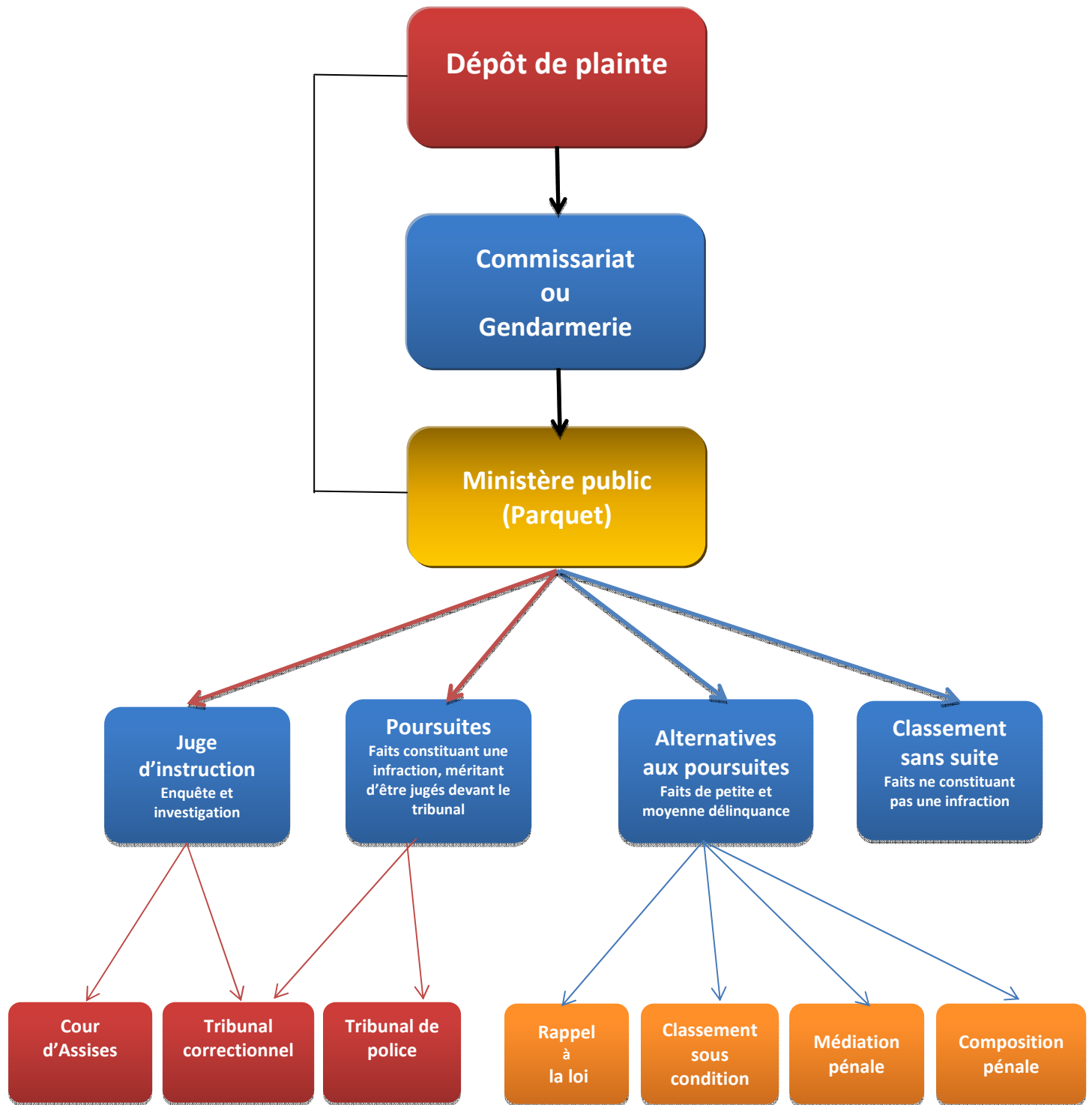
La déclaration est recueillie sur une main courante informatisée. Ce registre administratif informatisé permet l'enregistrement des faits constatés ou déclarés et est uniquement utilisé **en zone de compétence de la police nationale**. Les éléments contenus dans ce registre peuvent être éventuellement annexés en procédure ou transmis à la justice sur demande du Parquet.

Toute déclaration donne lieu à délivrance d'un récépissé.

En zone de compétence gendarmerie nationale, ce registre n'existe pas mais les faits qui ne constituent pas des infractions peuvent être consignés dans des procès-verbaux de renseignements judiciaires ou administratifs.

⁴ Voir pages suivantes (schéma et explication détaillée)

LE CIRCUIT D'UNE PLAINTE



5. Dépôt de plainte

Le dépôt de plainte, effectué par la victime d'une infraction, **permet d'engager une procédure judiciaire et initier une enquête policière**. Ce document est daté, signé par le plaignant et contresigné par un officier de police judiciaire (OPJ) ou par un agent de police judiciaire (APJ). Le policier ou gendarme ne peut refuser de recueillir une plainte que souhaiterait déposer une victime.

Seule la personne qui a subi personnellement et directement le dommage lié à l'infraction pénale est habilitée à déposer une plainte. Le plaignant peut être une personne physique ou une personne morale représentée par son dirigeant ou toute personne habilitée à exercer une telle démarche. Les mineurs victimes effectuent leur déclaration, mais le dépôt de plainte en lui-même est effectué par leur civilement responsable ou par leur tuteur.

Tout plaignant doit s'identifier, il ne peut y avoir de dépôt de plainte anonyme. En revanche, lors du dépôt de plainte, le plaignant, lorsqu'il évoque des faits commis dans le cadre de son activité professionnelle, peut se faire domicilier au siège de la société ou de l'agence dont il dépend. Dans des cas très exceptionnels, cette domiciliation peut également se faire au siège de l'unité d'enquête qui enregistre la plainte.

Lorsqu'un agent est victime d'infractions d'atteintes à la personne, commises dans l'exercice de ses fonctions, si son employeur n'est pas légitime à déposer une plainte en son nom, celui-ci peut toutefois demander à être entendu en qualité de témoin pour apporter notamment des éléments de contexte de commission des faits, et par la suite, si des poursuites pénales sont engagées, se constituer partie civile lorsque l'infraction, bien que commise contre une personne physique, a pu également atteindre et léser la personne morale employeur. Une telle pratique est à encourager. En effet, elle permet, d'une part, à l'agent victime de se sentir soutenu et entouré dans sa démarche, et d'autre part, aux enquêteurs de recueillir très souvent des informations utiles à l'enquête (par exemple : qualité de la victime pouvant constituer une circonstance aggravante de l'infraction commise).

Généralement, la plainte est déposée devant le service d'enquête du lieu des faits. Toutefois, il est important de préciser qu'une plainte peut être déposée en tous points du territoire national et qu'un service enquêteur ne peut refuser de prendre une plainte aux motifs qu'il ne serait pas compétent territorialement. A cet égard, il peut être préconisé, lorsque l'organisation territoriale le permet, et dans un souci de préservation des personnels des bailleurs sociaux, de préférer un dépôt de plainte dans une autre unité que le bureau de police ou l'unité de gendarmerie de proximité.

Il est également possible d'adresser directement une plainte par lettre simple au procureur de la République. Il convient toutefois de souligner que cette voie n'est pas à privilégier en ce qu'elle ralentit le démarrage de l'enquête.

Quel que soit le mode de dépôt de plainte retenu, il importe que le plaignant relate de façon précise et objective les faits subis, indique l'existence éventuelle de témoins, et remette tous justificatifs utiles à l'appui de sa déposition (devis de réparation, constat d'huissier, certificat médical, photographies...).

6. Pré-plainte en ligne

Récemment, un dispositif de « pré-plainte en ligne » a été mis en œuvre. Il est important de rappeler que ce dispositif ne dispense pas du dépôt de plainte traditionnel devant un service d'enquête, il permet seulement d'effectuer une pré-déclaration par voie électronique et d'obtenir ainsi un rendez-vous avec l'unité d'enquête compétente.

Cette procédure permet essentiellement d'éviter au plaignant de subir une éventuelle longue attente au sein du service d'enquête.

Ce dispositif a été généralisé par le Ministère de l'intérieur depuis mars 2013. Il permet un signalement immédiat des faits commis, tout en réduisant, par la prise de rendez-vous, le délai d'attente lors du dépôt de plainte dans les locaux de la police ou de la gendarmerie. Ainsi, par ce service en ligne (<https://www.pre-plainte-en-ligne.gouv.fr/>) tout plaignant a la possibilité de faire une déclaration pour des faits d'atteinte aux biens (vols, dégradations, escroqueries...) dont des personnes physiques peuvent se trouver victimes et pour lesquels l'identité de l'auteur est inconnue. Cette démarche fait incontestablement gagner du temps. Il suffit dès lors à l'auto-déclarant de se présenter dans l'unité de gendarmerie ou le service de police de son choix, pour signer sa déclaration et la faire enregistrer comme plainte.



7. Lettre plainte

Ce mode de dépôt de plainte est utilisé pour la gestion des contentieux de masse, tels les vols à l'étalage dans les grandes surfaces. Il s'agit d'imprimés validés par le parquet et que la victime renseigne elle-même et transmet pour suite à donner au procureur de la République.

Si la lettre plainte peut être utilisée par les bailleurs pour dénoncer des faits de faible gravité (dégradations légères sans auteur identifié), il n'est pas recommandé d'y recourir pour des faits graves nécessitant la conduite d'une enquête.

8. Enquête judiciaire

L'enquête judiciaire repose sur une démarche d'investigations minutieuses destinée à matérialiser l'infraction et d'en identifier le ou les auteurs. Sous l'autorité du procureur de la République, elle est conduite par les services de police ou unités de gendarmerie.

9. Constitution de partie civile

Toute victime qui souhaite demander réparation de son préjudice ne peut le faire qu'à travers la constitution de partie civile, laquelle en outre ouvre droit à l'accès à la procédure et à la demande d'actes d'enquête lorsqu'un juge d'instruction est saisi.

9.1 - La mise en mouvement de l'action publique par la victime partie civile

Dans l'hypothèse où le procureur de la République ne prend pas l'initiative d'engager des poursuites pénales, la victime ayant personnellement souffert d'un dommage qu'elle estime directement causé par une infraction, peut décider de saisir elle-même la juridiction pénale ou le doyen des juges d'instruction du lieu de commission de l'infraction ou de domicile de l'auteur présumé.

Dans ce cas, il est vivement préconisé à la victime de prendre, préalablement à toute action de cette nature, l'attache d'un avocat.

9.2 - La constitution de partie civile et la réparation du dommage subi

Toute personne peut se constituer partie civile devant une juridiction répressive afin de demander réparation du dommage directement causé par l'infraction et dont elle aura personnellement souffert. La demande est recevable pour les dommages de toute nature : matériels, corporels ou moraux, qui découleront de l'infraction objet des poursuites. Si l'assistance d'un avocat n'est pas obligatoire, elle est toutefois vivement conseillée.

La constitution de partie civile peut intervenir à différents stades de la procédure :

- Dès la **phase d'enquête** : avec l'accord du procureur de la République, la victime peut formuler une demande de dommages et intérêts devant l'officier ou l'agent de police judiciaire qui en dresse procès-verbal. Cette demande vaut constitution de partie civile dès lors que des poursuites pénales seront engagées. Dans les faits, il est souvent difficile à la victime d'être en mesure, dès ce stade, de chiffrer de façon précise et complète son préjudice.
- Par **demande écrite adressée à la juridiction** pénale : la victime, avisée de la date de l'audience à laquelle l'auteur présumé de l'infraction commise à son préjudice sera jugé, peut réclamer des dommages et intérêts par lettre recommandée avec avis de réception ou par télécopie parvenue au tribunal au moins 24 heures avant la date de l'audience. Elle peut également avant l'audience se présenter au greffe de la juridiction pénale pour faire enregistrer sa constitution de partie civile. La demande de dommages et intérêts doit être chiffrée et accompagnée de justificatifs pour être recevable.

Par **comparution à l'audience pénale** : la victime qui a formulé une demande par écrit selon la procédure décrite ci-dessus, n'est pas tenue de comparaître devant la juridiction. Dans tous les autres cas, la comparution de la victime personnellement, ou représentée par un avocat, est indispensable pour que la constitution de partie civile soit recueillie et que la demande puisse être reçue.

C. – CONSEQUENCES DES PROCEDURES ENGAGEES

L'ensemble des plaintes traitées par les services d'enquête (police et gendarmerie) sont, à l'issue des investigations, transmises au procureur de la République qui « *apprécie la suite à leur donner* » (article 40 du Code de procédure pénale).

Le procureur de la République dispose d'un pouvoir **d'opportunité des poursuites** qui lui permet de décider de la suite à donner à des faits constitutifs d'une infraction pénale et notamment de classer sans suite une procédure, quand bien même une infraction pénale serait constituée et son auteur identifié, mais aussi d'adapter la nature de la réponse pénale en fonction, notamment de la politique pénale conduite sur son ressort (article 41-1 du code de procédure pénale).

1. Conditions de la réponse pénale

Les réponses de la justice à un acte commis par un mineur et par un majeur ne sont pas identiques et varient en fonction de l'âge du mis en cause et de certaines spécificités.

- La responsabilité des mineurs

La responsabilité pénale des mineurs varie selon l'âge.

L'âge pris en compte est celui du mineur à la date de la commission de l'infraction qui lui est reprochée et non à la date à laquelle il est jugé.

Le texte de référence en matière de poursuites pénales contre les mineurs est **l'ordonnance du 2 février 1945**.

Il faut toutefois distinguer la **responsabilité pénale de la responsabilité civile** des mineurs.

Dans le premier cas, la loi du 9 septembre 2002 a intégré la notion du discernement. L'article 122-8 du Code Pénal dispose en effet « *les mineurs capables de discernement sont pénalement responsables des crimes, délit et contraventions dont ils ont été reconnus coupables* ».

De nombreux critères doivent être pris en compte :

- l'âge : en dessous de 7 ans on peut difficilement considérer qu'un enfant a compris et voulu l'acte répréhensible au regard de la loi pénale
- la maturité de l'enfant
- son niveau d'intelligence
- la nature de l'infraction.

Dans le champ pénal, on peut distinguer quatre catégories de mineurs que l'on retrouve dans l'ordonnance du 2 février 1945 :

- **Mineur sans discernement** : irresponsabilité pénale absolue.
- **Mineur de 10 ans et doté de discernement** (appréciation souveraine du juge) : il encourt uniquement des mesures éducatives.
- **Mineur de 10 à 13 ans et doté de discernement** : il encourt des mesures éducatives et des sanctions éducatives.
- **Mineur âgé de 13 à 18 ans** : il encourt des mesures et sanctions éducatives et des peines. Il bénéficie d'une cause légale d'atténuation de la responsabilité et encourt donc la moitié de la peine prévue pour les majeurs, sans que celles-ci ne puisse dépasser 20 ans de réclusion criminelles et 7 500 € d'amende. L'excuse de minorité peut être écartée par décision motivée dans certaines situations.

Dans le second cas, et depuis la jurisprudence de la Cour de cassation, la condition de **discernement est inutile pour engager la responsabilité civile personnelle de l'enfant** sur le fondement des articles 1382 et 1384 alinéa 1 du Code Civil.

Les juridictions compétentes pour les mineurs :

Il existe aujourd'hui en France un peu plus de 150 tribunaux pour enfants au sein des tribunaux de grande instance, répartis sur l'ensemble du territoire national. Ces juridictions interviennent tant en matière de protection de l'enfance en danger qu'en matière de prévention et de répression de la délinquance des mineurs.

En fonction des situations, les magistrats spécialisés rendent leurs décisions en différentes formations :

- en formation à juge unique en audience de cabinet,
- en formation collégiale du tribunal pour enfants, présidé par le juge des enfants aux côtés duquel siègent deux assesseurs non magistrats,
- en formation collégiale du tribunal correctionnel pour mineurs, composé d'un juge des enfants et de deux magistrats professionnels,

- pour les crimes commis par un mineur de plus de 16 ans, la Cour d'assises des mineurs composée de 3 magistrats professionnels (dont 2 juges des enfants) et d'un jury populaire (9 citoyens tirés au sort).

Les intervenants de la justice des mineurs :

Le procureur de la République ou le substitut chargé des affaires des mineurs participe à la protection de l'enfance, mais également à la répression des infractions commises par un mineur. Il requiert à l'audience du tribunal pour enfants ou de la cour d'assises des mineurs pour faire valoir les intérêts de la société et, à l'issue, pour faire exécuter la décision rendue au pénal. Il est également le représentant de l'institution judiciaire auprès des collectivités territoriales (départements, municipalités, CLSPD...).

Les services de la protection judiciaire de la jeunesse interviennent dans le cadre des mesures d'investigation préalables aux décisions de fond du magistrat, ainsi que pour la mise en œuvre des décisions concernant des mineurs essentiellement délinquants.

- La responsabilité des majeurs

Indépendamment du principe de responsabilité pénale, il y a lieu de tenir compte des spécificités des majeurs protégés. Certains majeurs, en raison de leur état physique ou mental doivent faire l'objet d'un régime de protection qui déroge au principe fixé par l'article 488 du Code civil : *"la majorité est fixée à 18 ans accomplis ; à cet âge on est capable de tous les actes de la vie civile"*.

Il existe trois niveaux de protection : la tutelle, la curatelle, et la sauvegarde de justice.

La loi n° 2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs porte principalement sur le renforcement des contrôles de placement tout en limitant les mises sous tutelle ou curatelle, régimes très contraignants puisque la personne voit la gestion de son patrimoine et de ses revenus confiée à une tierce personne (parent proche, association, institution ...).

Tout auteur d'une infraction pénale placé sous un régime de protection ne peut être jugé pour les faits qu'il a commis, à peine de nullité de la procédure, sans expertise psychiatrique préalable se prononçant sur son état de responsabilité pénale.

2. Le classement sans suite

Dans la majorité des cas, une telle décision n'est prise que lorsqu'il existe des obstacles juridiques à la poursuite : absence d'identification de l'auteur de l'infraction constatée, faits de nature non pénale, infraction insuffisamment constituée, prescription, immunité.

La décision de classement sans suite n'est pas de nature juridictionnelle. Elle peut être rapportée à tout moment par le procureur de la République sous réserve de la prescription (un an après la date de commission des faits ou le dernier acte d'enquête pour une contravention, trois ans pour un délit, dix ans pour un crime. Les faits d'injures ou de diffamations ont un régime spécifique de prescription de trois mois).

Lorsqu'il prend une décision de classement sans suite, le procureur de la République a l'obligation d'en informer le plaignant par l'envoi d'un avis qui précise les raisons de sa décision. Le plaignant dispose alors de la possibilité de saisir d'un recours le procureur général près la cour d'appel dont dépend le procureur de la République à l'origine du classement, afin que sa plainte soit réexaminée. Le plaignant dispose également de la possibilité de mettre lui-même l'action publique en mouvement, soit en faisant délivrer contre

la personne qu'il estime auteur de l'infraction dont il se considère victime, une citation directe devant la juridiction pénale compétente (faits de nature contraventionnelle ou délictuelle), soit en saisissant le doyen des juges d'instruction d'une plainte avec constitution de partie civile (faits de nature délictuelle ou criminelle).

3. Les alternatives aux poursuites

Les alternatives à la poursuite peuvent être décidées par le procureur de la République s'il apparaît qu'une telle orientation est susceptible d'assurer la réparation du préjudice, de mettre fin au trouble résultant de l'infraction ou de contribuer au reclassement de l'auteur des faits. Les mesures alternatives sont généralement mises en œuvre par des délégués du procureur⁵ au sein des Maisons de Justice et du Droit.

[3.1 - Le rappel à la loi](#)

En cas d'infraction de faible gravité et lorsque le mis en cause n'a pas d'antécédents judiciaires, l'engagement de poursuites pénales peut apparaître peu opportun, sans pour autant qu'il soit envisagé un classement sans suite. Il peut alors être décidé de faire notifier à l'auteur de l'infraction un rappel à loi, avertissement solennel qui peut être donné par un officier de police judiciaire ou un délégué du procureur chargé de rappeler les termes de la loi et le caractère pénal des faits commis.

[3.2 - Le classement sous condition](#)

Dans cette hypothèse, le mis en cause se voit notifier par un délégué du procureur, qui lui rappelle également les obligations résultant de la loi, l'invitation à remplir une condition que le procureur de la République lui impose (réparer le préjudice causé, se présenter à une consultation sanitaire ou thérapeutique, régulariser une situation,...). Si cette condition est exécutée, la procédure sera classée sans suite.

[3.3 - La médiation pénale](#)

Pour certains types de contentieux, et tout particulièrement les conflits de voisinage exacerbés il peut être décidé d'engager cette mesure destinée à faire renouer le dialogue entre les protagonistes, vider leur conflit et trouver un terrain d'entente pour parvenir au rétablissement de la paix sociale.

Si les parties acceptent un accord de médiation et le respectent, aucune poursuite pénale ne sera engagée contre l'auteur de l'infraction pénale.

[3.4 - La composition pénale](#)

Pour les infractions de nature délictuelle dont la peine encourue n'excède pas cinq ans et les contraventions connexes, le procureur de la République peut proposer à l'auteur de l'infraction majeur ou mineur d'au moins 13 ans, d'exécuter une mesure de composition pénale : verser une amende de composition au Trésor Public, remettre son permis de conduire pendant un temps déterminé, suivre un stage de citoyenneté, suivre des soins médicaux, exécuter un travail non rémunéré au profit d'une collectivité, ...

La victime peut se constituer partie civile et réclamer l'indemnisation de son préjudice. Le procureur de la République, sauf si l'auteur des faits justifie de la réparation du préjudice

⁵ Personnes n'appartenant pas au corps des magistrats, habilitées par l'assemblée générale des magistrats du tribunal de grande instance

commis, doit également proposer à ce dernier de réparer les dommages causés par l'infraction dans un délai qui ne peut être supérieur à six mois.

Lorsque l'auteur des faits donne son accord à la proposition du procureur, celui-ci saisit le président du tribunal de grande instance⁶ aux fins de validation de la composition pénale. Si le mis en cause exécute l'obligation mise à sa charge, le procureur constate l'exécution de la composition pénale, laquelle sera inscrite au bulletin numéro un de son casier judiciaire pendant trois ans. Bien que la mesure exécutée éteigne l'action publique, la partie civile dispose toujours du droit de faire elle-même citer directement l'auteur devant le tribunal correctionnel qui ne statuera alors que sur les seuls intérêts civils.

4. L'engagement de poursuites pénales

4.1 - L'ordonnance pénale

Ce mode simplifié de poursuites concerne exclusivement les contraventions et certains délits limitativement énumérés par la loi. Il ne peut être utilisé pour les mineurs.

Il est notifié à l'auteur présumé de l'infraction, par courrier ou lors d'une audience de notification, une peine d'amende accompagnée éventuellement de peines complémentaires (suspension de permis de conduire, confiscation du bien ayant servi à commettre l'infraction), requise par le procureur de la République et validée par le président du tribunal de grande instance ou un juge délégué par lui. Il n'y a pas de débat préalable et le prévenu dispose d'un délai de 45 jours pour former opposition s'il n'acquiesce pas à la peine proposée. Dans ce cas le dossier est renvoyé aux fins de jugement devant un tribunal de police ou correctionnel.

Lorsque la victime a formulé au cours de l'enquête une demande de dommages et intérêts valant constitution de partie civile, il sera statué sur cette demande dans le cadre de la procédure simplifiée. Généralement la procédure de l'ordonnance pénale est utilisée dans des cas où il n'y a pas de victime.

4.2 – La comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité

Pour presque tous les délits punis d'une peine d'amende ou d'une peine inférieure ou égale à cinq ans et lorsque les faits sont intégralement reconnus par le prévenu majeur, celui-ci peut être jugé selon cette procédure de « plaider coupable ». Sans débat sur les faits ou la question de la culpabilité, le procureur de la République propose au prévenu une peine⁷ (amende, emprisonnement ferme, avec sursis, avec sursis et mise à l'épreuve, travail d'intérêt général, peines complémentaires de suspension ou annulation du permis de conduire, confiscation d'un bien,). Si le prévenu, qui doit obligatoirement être assisté par un avocat, accepte la proposition de peine, celle-ci est ensuite soumise à un juge pour homologation. Le juge statuera également sur la demande de la victime en cas de constitution de partie civile.

4.3 – La convocation par officier de police judiciaire (COPJ) et la citation directe

Lorsqu'une enquête a abouti à la mise en cause d'une personne pour la commission d'une infraction et que le procureur de la République estime que la nature des faits, leur gravité, l'importance du préjudice, la personnalité de l'auteur présumé, et notamment l'existence

⁶ Pour les mineurs, il s'agit du juge des enfants

⁷ La peine proposée ne peut excéder un an d'emprisonnement ou la moitié de la peine encourue

d'antécédents judiciaires, excluent toutes mesures alternatives ou de poursuites simplifiées, des poursuites sont alors engagées devant le tribunal de police ou correctionnel. Le mode de saisine de la juridiction peut être la COPJ ou la citation directe.

Dans le premier cas, sur instructions du procureur de la République, l'officier de police judiciaire va notifier au prévenu une convocation à comparaître devant la juridiction pénale à la date et à l'heure précisées et pour les faits dont la qualification est détaillée et les textes de prévention et de répression visés. Une même convocation est notifiée à la victime. Dans le second cas, le procureur de la République rédige lui même la citation à comparaître et la fait notifier au prévenu par l'intermédiaire d'un huissier de justice. La victime sera également informée de la date de l'audience à laquelle l'affaire le concernant sera appelée.

[4.4 – La convocation par procès-verbal](#)

Lorsque le procureur de la République estime, que dans l'attente de la comparution du mis en cause devant la juridiction de jugement, il importe que celui-ci soit contraint à des mesures de surveillance et de contrôle, sans pour autant qu'un placement en détention provisoire soit justifié, il peut, à la fin de l'enquête, et alors que le mis en cause se trouve encore sous le régime de la garde à vue, le faire déférer afin de lui notifier les charges retenues contre lui et requérir du juge des libertés et de la détention son placement sous contrôle judiciaire jusqu'à la date du jugement qui lui est alors notifiée et qui ne pourra intervenir dans un délai inférieur à dix jours ni supérieur à deux mois.

[4.5 – La comparution immédiate](#)

Lorsqu'une affaire est en état d'être jugée immédiatement à l'issue de l'enquête judiciaire au cours de laquelle l'auteur présumé se trouve placé en garde à vue, et qu'elle concerne des faits ayant gravement troublé l'ordre public, engendré d'importants préjudices, ou que le mis en cause est un délinquant multi-réitérant ou récidiviste, le procureur de la République, si la peine encourue est au moins de six mois pour un délit flagrant ou de deux ans en matière d'enquête préliminaire, peut décider de faire juger la personne le jour même. Le prévenu dispose du droit de solliciter un délai pour préparer sa défense, dans cette hypothèse le tribunal devra alors statuer sur le placement ou non du prévenu en détention provisoire dans l'attente de sa comparution devant la juridiction de jugement.

[4.6 – L'ouverture d'une information judiciaire](#)

Pour tous les faits de nature criminelle, et pour les faits de nature délictuelle nécessitant la réalisation d'investigations complexes et multiples, le procureur de la République saisit un juge d'instruction pour poursuivre l'enquête en vue de la manifestation de la vérité.

Le juge d'instruction pourra déléguer aux officiers de police judiciaire des services de police ou de gendarmerie ses pouvoirs d'enquête par le biais de commissions rogatoires.

Lorsque le juge d'instruction estimera ses investigations terminées, il en avisera les parties et transmettra le dossier au procureur de la République afin que celui-ci prenne ses réquisitions.

Le juge d'instruction rendra ensuite une ordonnance de renvoi devant une juridiction de jugement, ou de non lieu s'il estime les charges rassemblées insuffisantes.

5. L'exécution de la peine

Toutes les peines prononcées par un tribunal, dès-lors qu'elles sont devenues définitives⁸ sont mises à exécution par le procureur de la République, dont les services transmettent au Trésor public les pièces destinées à procéder au recouvrement des amendes, au juge de l'application des peines les peines probatoires ou les peines dont le quantum permet un aménagement, aux services de police ou de gendarmerie les peines d'emprisonnement ferme aux fins de mise sous écrou dans un établissement pénitentiaire.

En revanche, la mise à exécution des dispositions civiles d'une décision pénale, c'est à dire celles portant sur la réparation du préjudice subi par la victime par l'allocation de dommages et intérêt, n'appartient qu'à la seule victime, à laquelle il incombe si le condamné ne s'exécute pas spontanément de mettre en œuvre les procédures civiles destinées à recouvrer sa créance.

Dans certains cas et sous certaines conditions, la victime peut saisir d'une requête la commission d'indemnisation des victimes d'infractions (CIVI), ou solliciter que le recouvrement des sommes auxquelles l'auteur des faits a été condamné soit exercé par le Service d'aide au recouvrement des victimes d'infractions (SARVI) service géré par le Fonds de garantie des victimes d'infractions.

6. L'intervention du parquet dans le cadre d'une procédure civile d'expulsion pour troubles

En la matière, le procureur de la République n'intervient pas directement à la procédure, de nature civile, initiée par le demandeur à l'action. Toutefois, il peut être utilement sollicité par le demandeur sur le fondement de l'article R.156 du Code de procédure pénale pour autoriser la délivrance de copie d'une décision définitive de justice ou de pièces d'une enquête pénale clôturée destinées à constituer des éléments de preuve de l'existence des troubles de jouissance allégués. Une telle demande peut être faite par lettre simple adressée au procureur de la République, précisant les références de l'action civile engagée, ainsi que celles des pièces dont la délivrance de copie est sollicitée, ou au minimum l'identité de la personne concernée et la date et nature des faits commis si elle est connue.

En outre, en application des articles 39 et 41 de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et de l'arrêté du 22 juin 2011 portant autorisation de traitements automatisés de données à caractère personnel dénommés « *nouvelle main courante informatisée* », toute personne physique peut solliciter la communication de toute donnée à caractère personnel le concernant.

Les bailleurs sociaux peuvent donc, par l'intermédiaire de leurs représentants personnes physiques, solliciter du service de police local, la communication des mains courantes, qu'ils ont déposées (lesquelles en tout état de cause peuvent leur être remises lors du dépôt de la main courante).

⁸ Lorsque toutes les voies de recours sont épuisées.

LEXIQUE DES TERMES JURIDIQUES

Action en justice

C'est la possibilité de réclamer en justice le respect ou la reconnaissance d'un droit. Désigne également la procédure engagée devant une juridiction pour demander le respect ou la reconnaissance d'un droit.

Action civile

C'est l'action en justice ouverte à la victime d'une infraction pénale pour demander réparation du préjudice qu'elle a personnellement subi, c'est-à-dire réclamer des dommages et intérêts. Elle est exercée, au choix des victimes, soit en même temps que l'action publique devant les juridictions répressives, soit séparément devant les juridictions civiles.

Action publique

L'action publique est l'action en justice exercée au nom de la société contre l'auteur d'une infraction pour le traduire devant une juridiction pénale. Elle est déclenchée et mise en œuvre par les magistrats du ministère public (Parquet), ou par la victime (voir constitution de partie civile). Elle est engagée au nom de la société car elle vise à réprimer le trouble à l'ordre public qu'a causé l'infraction, et non à réparer le préjudice personnel de la victime.

Aide juridictionnelle

Aide financière accordée par l'Etat pour aider à supporter les frais d'un procès (honoraires d'avocat, d'huissiers de justice, frais d'expertise). Un dossier doit être déposé ou adressé au bureau d'aide juridictionnelle du tribunal. Elle est accordée aux personnes sans ou avec de faibles ressources, dans des conditions définies par la loi. En fonction de ces ressources, l'aide juridictionnelle est accordée en totalité ou partiellement. (Elle peut aussi être accordée dans le cadre d'une transaction en dehors d'un procès).

Amende

Peine pécuniaire consistant en l'obligation de s'acquitter du paiement d'une somme d'argent auprès du Trésor Public (amende pénale, civile ou fiscale).

Audience

Séance au cours de laquelle siège le Tribunal (le Président s'il s'agit de référés).

Bail (synonyme : contrat de location)

Un contrat de bail est un contrat de location portant sur un local à usage d'habitation ou à usage professionnel. Par ce contrat, le propriétaire (bailleur) s'engage à procurer au locataire (preneur) la jouissance du local pendant un certain temps, en échange d'un loyer que le locataire s'engage à payer. Le bail ou contrat de location est un document essentiel pour le propriétaire (bailleur) comme pour le locataire (preneur). Il permet d'établir de bonnes relations entre les deux parties en précisant clairement les droits et obligations de chacun.

Circuit de la plainte (cf. organigramme de la plainte)

Classement sans suite

Lorsqu'une infraction supposée lui est rapportée, le ministère public (parquet) peut décider de ne pas exercer l'action publique, c'est-à-dire de ne pas déclencher de poursuites pénales. La décision de classement peut être prise en considération de motifs juridiques ou des éléments de l'enquête : auteur non identifié, absence ou insuffisance de preuve... Le ministère public peut revenir sur cette décision jusqu'à l'expiration du délai de prescription de l'action publique.

Comparution immédiate

Procédure par laquelle un délinquant est traduit immédiatement après sa garde à vue devant le tribunal correctionnel pour être jugé le jour même. Cette procédure n'est prévue que si l'auteur (identifié) est majeur et pour un délit puni au minimum de 6 mois d'emprisonnement en cas de flagrant délit, ou d'un an d'emprisonnement après enquête préliminaire.

Conciliateur de justice

Personne bénévole désignée par le Premier Président de la cour d'appel, chargée de rechercher une solution à l'amiable pour résoudre certains litiges civils entre des personnes (litiges entre propriétaire et locataire, litiges de voisinage ou de consommation...). Le conciliateur peut être saisi directement par les personnes en conflit. Il peut aussi être désigné par le juge d'instance saisi d'un litige avec l'accord des personnes en conflit. En cas d'accord, le conciliateur est chargé de le constater.

En matière pénale : décision de justice qui déclare coupable une personne qui a commis une infraction et prononce une peine contre elle.

En matière civile : décision de justice qui impose à une personne de verser une somme d'argent à l'adversaire (ex : Dommages et intérêts), à accomplir un acte, ou à respecter un droit selon ce qui est jugé.

Condamnation

En matière pénale : décision de justice qui déclare coupable une personne qui a commis une infraction et prononce une peine à son encontre.

En matière civile : décision de justice qui impose à une personne de verser une somme d'argent à l'adversaire (ex : Dommages et intérêts), à accomplir un acte, ou à respecter un droit selon ce qui est jugé.

Confrontation

Mesure permettant au juge d'instruction ou aux forces de l'ordre saisis d'une enquête de mettre en présence plusieurs personnes afin qu'elles s'expliquent sur des faits dont elles donnent des versions différentes.

Constitution de partie civile

Acte par lequel une victime d'un crime ou d'un délit informe le juge d'instruction, le tribunal correctionnel ou la cour d'assises et le prévenu ou l'accusé qu'elle demande réparation de son préjudice. La victime peut se constituer partie civile au moment où elle dépose plainte, sur autorisation du procureur de la République, ou à tout moment jusqu'au jour du procès.

Contravention

Catégorie regroupant les infractions pénales les moins graves, punies d'une amende comprise entre 38 et 1 500 € et jusqu'à 3 000 € en cas de récidive. Il existe également des peines complémentaires (ex : suspension de permis de conduire, travail d'intérêt général). Les contraventions sont réparties en 5 classes en fonction du montant de l'amende maximale encourue.

- 1^{ère} classe 38 € au plus
- 2^{ème} classe 150 € au plus
- 3^{ème} classe 450 € au plus
- 4^{ème} classe 750 € au plus
- 5^{ème} classe 1 500 € au plus
- 5^{ème} classe récidive 3 000 € au plus

Créancier (contraire : débiteur)

Personne à laquelle une dette est due (la dette peut être financière ou résulter d'une obligation de faire).

Crime

Catégorie d'infractions pénales la plus grave au regard de la loi et passible des sanctions les plus lourdes : la réclusion criminelle pour un temps déterminé ou à perpétuité notamment. Les crimes sont jugés par la Cour d'assise. [Pour les personnes morales (ex : entreprises) les peines encourues sont notamment des amendes particulièrement fortes et ou la dissolution de la société].

Débiteur (contraire : créancier)

Personne qui doit une somme d'argent ou doit remplir une obligation. C'est donc celui qui a une dette.

Délinquant

Personne qui s'est rendue coupable d'une infraction : une contravention, un délit, un crime.

Délit

Catégorie d'infractions pénales passibles d'une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à dix ans, d'une peine d'amende et d'autres peines complémentaires. Les délits sont jugés par le tribunal correctionnel. [L'emprisonnement peut être remplacé par une peine alternative comme le travail d'intérêt général.]

Domages et intérêts

Somme d'argent accordée par une juridiction à une partie pour compenser le préjudice qu'elle a subi.

Flagrant délit

Délit en train de se commettre ou qui vient de se commettre, constaté par la police judiciaire.

Garde à vue

Pour les nécessités d'une enquête, un officier de police judiciaire peut retenir une personne dans les locaux du commissariat ou de la gendarmerie pendant 24 heures maximum, si elle est suspectée d'avoir commis un crime ou un délit. Le procureur de la République doit en être informé immédiatement. Il peut autoriser la prolongation de la garde à vue pour un nouveau délai de 24 heures maximum.

La garde à vue est strictement réglementée par la loi et son exécution est surveillée par les magistrats.

Huissier de justice

Officier ministériel et officier public chargé des significations, de l'exécution forcée des actes (jugements et actes notariés) et éventuellement du service intérieur des tribunaux pour les Huissiers Audienciers.

Incapacité totale de travail (I.T.T.)

Notion purement juridique qui sert à qualifier pénalement les faits en fonction de la durée pendant laquelle une victime éprouve une gêne notable dans les actes de la vie courante.

Par exemple : les violences volontaires ayant entraîné une ITT inférieure à 8 jours sont une contravention de la 5^{ème} classe, alors que si elles ont entraînés une ITT de plus de 8 jours, elles constituent un délit puni de 3 ans d'emprisonnement et 45 000 € d'amende au maximum.

Infraction

Action ou comportement interdit par la loi et passible de sanctions pénales prévues par la loi : amende, peine d'emprisonnement, peines complémentaires... On distingue 3 catégories d'infraction, selon leur gravité et les peines encourues : les contraventions, les délits et les crimes.

Jugement

Décision rendue par une juridiction de premier degré. Au sens large, désigne toute décision de justice.

Juridiction : (lieu où le droit est dit)

Tribunal ou cour.

Juridiction pénale

Tribunal chargé de juger les infractions pénales:

- Les contraventions sont jugées par les tribunaux de police
- Les délits sont jugés par les tribunaux correctionnels ;
- Les crimes sont jugés par les cours d'assises.

Jurisprudence

Ensemble des arrêts et jugements rendus par les juridictions apportant la solution sur une situation juridique donnée. La Cour de cassation [la plus haute juridiction] a pour rôle d'uniformiser la jurisprudence afin d'éviter la disparité des décisions de justice dans une matière donnée.

Légitime défense

Est en état de légitime défense une personne qui accomplit un geste de défense en réponse au danger provoqué par une agression injustifiée à sa personne, à autrui ou à ses biens, à condition que

les moyens de défense soient proportionnels à la gravité de l'atteinte. Dans ce cas, sa responsabilité pénale n'est pas retenue pour les atteintes qu'elle a pu elle-même causer en état de légitime défense.

Loi

Règle écrite et générale, d'application obligatoire. Elle est élaborée par le Parlement, promulguée par le Président de la République et publiée au Journal Officiel de la République pour qu'elle entre en vigueur.

Main courante : Il s'agit d'une simple déclaration permettant de dater des événements d'une certaine gravité mais qui ne sont pas à eux seuls caractéristiques de la commission d'une [infraction](#). Faire une déclaration en main courante, c'est faire consigner des faits sans déposer plainte.

Médiation pénale

Mesure alternative aux poursuites pénales. Sur proposition du Parquet, elle réunit l'auteur et la victime d'une infraction pénale, en présence d'un tiers médiateur habilité par la justice, et consiste à trouver une solution librement négociée et à définir les modalités d'une réparation.

Mesures alternatives aux poursuites

Le ministère public peut décider de ne pas poursuivre l'auteur devant un tribunal et ordonner une mesure alternative : un rappel à la loi, une médiation pénale, une composition pénale, une mesure de réparation. A l'issue de la mesure, le ministère public peut décider de classer l'affaire.

Ministère public (synonyme : Parquet)

Ensemble des magistrats chargés de recevoir les plaintes, diriger les enquêtes, mettre en mouvement l'action publique et requérir l'application de la loi et le prononcé de peines, et plus généralement de veiller à la défense des intérêts généraux de la société devant les juridictions pénales.

Le ministère public est hiérarchisé (procureur général, procureur, procureur-adjoint, vice-procureur et substitut) et subordonné au garde des sceaux.

En matière civile, le Parquet intervient dans certains cas prévus par la loi.

Mise en demeure

Acte d'huissier de justice ou lettre recommandée adressée à un débiteur l'obligeant à exécuter ses obligations; ex : commandement de payer. Si elle reste sans résultat, des intérêts de retard peuvent courir et des dommages-intérêts peuvent être réclamés.

Ordonnance

Décision prise par un juge unique. (Par exemple ordonnance de mise en liberté rendue par le juge d'instruction).

En matière civile, l'ordonnance est une décision provisoire, à la différence du jugement.

Ordonnance pénale

Procédure simplifiée de jugement des contraventions et de certains délits, notamment relatifs à la circulation routière. Le tribunal de police ou le tribunal correctionnel décide, par ordonnance pénale, de condamner ou non l'auteur de l'infraction à une amende, ou certaines peines complémentaires comme la suspension du permis de conduire, sans que celui-ci ne comparaisse devant le tribunal (donc sans débat préalable). En cas de condamnation, l'intéressé a 30 jours pour s'acquitter du montant de l'amende ou faire opposition à la décision, afin de présenter ses moyens de défense devant le tribunal.

Ordre Public

L'ordre public désigne l'ensemble des règles qui régissent la vie en société et édictées dans l'intérêt général.

Une règle est dite d'« ordre public » lorsqu'elle s'impose à tous de manière impérative pour protéger la sécurité dans les rapports sociaux et la moralité publique. Les personnes ne peuvent y déroger même si elles sont d'accord entre elles car elles n'ont pas la libre disposition des droits qui en découlent. La violation d'une règle d'ordre public entraîne la nullité de la convention, sa violation peut être invoquée par les parties, mais aussi être relevée d'office par le Tribunal. Ce caractère d'ordre public d'une règle de droit doit être prononcé explicitement, soit par la loi, soit par le juge.

Parquet (synonyme : **Ministère public**)

Nom donné au Ministère Public attaché à une juridiction de l'ordre judiciaire.

Partie civile

Personne, victime d'une infraction, qui met en mouvement l'action publique dans le cadre d'un procès pénal ou y participe pour réclamer la réparation de son préjudice. Sous certaines conditions, la victime d'une infraction peut également saisir le juge d'instruction d'une plainte avec constitution de partie civile.

Peine

Sanction pénale appliquée à une personne reconnue coupable d'une infraction. La peine est obligatoirement prévue par la loi, il s'agit là d'un principe fondamental du droit.

Peine principale

Peine de référence applicable à l'auteur d'une infraction déterminée. Elle permet de qualifier l'infraction et de la classer entre contravention, délit ou crime.

Peine alternative

Peine qui peut être prononcée à la place d'une autre peine et qui dans ce cas la remplace. Ex : le travail d'intérêt général est souvent une peine alternative à l'emprisonnement, c'est-à-dire prononcée à la place de l'emprisonnement.

Peine complémentaire

La peine complémentaire est celle que le tribunal a la possibilité de prononcer, lorsqu'elle est prévue par la loi, en plus de la peine principale. (Ex : interdiction du territoire, retrait du permis de conduire, confiscation d'objet...). [Contrairement à la peine alternative, elle ne vient pas, en principe, remplacer un type de peine mais s'ajouter à la peine principale. En revanche certaines peines complémentaires peuvent être prononcées à titre principal, c'est-à-dire en lieu et place de la peine principale.]

Perquisition

Mesure d'enquête qui permet de rechercher des éléments de preuve d'une infraction au domicile d'une personne ou dans tous lieux où peuvent se trouver des objets, dont la découverte serait utile à la manifestation de la vérité.

Personne morale

Groupement qui se voit reconnaître une existence juridique et qui détient, à ce titre, des droits et des obligations. Ainsi, sont des personnes morales, l'Etat, les départements, les municipalités, les établissements publics, les associations déclarées, les sociétés commerciales, les fondations...

Plainte

Moyen pour une personne qui se prétend victime d'une infraction de saisir la justice. Les plaintes peuvent être déposées aux services de police, de gendarmerie ou adressées au Procureur de la République.

Plainte avec constitution de partie civile

Acte prévu à l'article 85 du Code de procédure pénale, par lequel la victime d'une infraction met l'action publique en mouvement, en adressant sa plainte directement au juge d'instruction, et exerce le cas échéant l'action civile, pour l'obtention de dommages et intérêts.

Police judiciaire

Ensemble de personnels de la police et de la gendarmerie spécialement habilités, chargés de poursuivre, rechercher et arrêter les auteurs d'infractions, sous l'autorité du parquet.

Préjudice

Domage subi par une personne dans ses biens, son corps, ses sentiments ou son honneur.

Préjudice matériel

Domage aux biens, par ex : dégâts, dégradations matérielles, perte d'un revenu ou d'un élément du patrimoine.

Préjudice moral

Dommage d'ordre psychologique, par exemple la souffrance liée à la perte d'un être cher.

Préjudice corporel

Atteinte portée à la santé ou à l'intégrité physique ou mentale d'une personne, ex : blessure, infirmité...

Présomption d'innocence

Principe selon lequel toute personne poursuivie et suspectée d'avoir commis une infraction est considérée comme innocente des faits qui lui sont reprochés tant qu'elle n'a pas été déclarée coupable par la juridiction compétente pour la juger. C'est donc le droit pour chacun d'être cru innocent tant qu'il n'a pas été déclaré coupable par un tribunal.

Preuve

Élément ou document permettant d'établir la réalité d'un fait ou d'un acte juridique (ex : écrit, aveu, témoignage...). En matière pénale, il appartient au procureur de la République de rapporter la preuve d'une infraction et l'implication de la personne poursuivie. Tous les modes de preuve (écrit, témoignages, aveu, examen scientifique...) sont admis devant le juge à condition qu'ils aient été recherchés et produits dans le respect des règles de droit.

Prévenu

Personne (en liberté ou détenue dans un établissement pénitentiaire) poursuivie pour contravention ou délit, et qui n'a pas encore été jugée ou dont la condamnation n'est pas définitive en raison de l'exercice de voies de recours.

Procureur de la République

Magistrat placé à la tête du ministère public près le Tribunal de grande Instance.

Règlement intérieur

Document écrit qui rassemble les règles applicables à l'intérieur d'un lieu ou d'une institution. Ce sont généralement des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité.

Responsabilité

C'est l'obligation, pour toute personne, de répondre d'un dommage causé à autrui et d'en assumer les conséquences civiles et/ou pénales. Les personnes concernées peuvent être aussi bien des personnes physiques que des personnes morales.

Sommation

Acte d'huissier enjoignant à un débiteur de payer ce qu'il doit ou d'accomplir l'acte auquel il s'est obligé.

Sursis

En matière pénale, le sursis est une mesure prononcée par une juridiction pénale qui dispense une personne condamnée d'exécuter la peine dans sa totalité (sursis total) ou en partie (sursis partiel). La peine qui n'est pas assortie d'un sursis s'appelle une « peine ferme ».

Il existe 3 formes de sursis :

Le sursis simple : On parle de sursis simple lorsque le condamné n'est soumis à aucune mise à l'épreuve ni aucun travail d'intérêt général. L'obligation, en cas de sursis simple, est de ne pas être condamné à une peine ferme pendant une période de 5 ans suivant la précédente condamnation.

Le sursis avec mise à l'épreuve : La peine de sursis peut aussi être assortie d'une mise à l'épreuve, on parle alors de sursis avec mise à l'épreuve. La personne condamnée est dispensée de tout ou partie de sa peine, à condition de respecter certaines obligations fixées par le tribunal (interdiction de se rendre dans certains lieux ou de rencontrer certaines personnes, obligation de se soigner, de se rencontrer régulièrement un agent de probation...). S'il n'exécute pas ses obligations ou s'il est condamné une nouvelle fois pour une nouvelle infraction, le sursis pourra être révoqué et la peine sera mise à exécution.

Le sursis assorti d'une peine de TIG : Il s'agit d'un sursis comportant l'obligation d'accomplir un travail d'intérêt général. Elle oblige le condamné à travailler au profit de la collectivité ou d'une association agréée. Pour être applicable, elle nécessite l'accord du condamné.

Témoin

Personne qui expose à la justice ou aux services ou unités d'enquête saisis des faits dont elle a connaissance. Le témoin doit se rendre aux convocations qui lui sont adressées, et répondre sans ambiguïté, ni omission volontaire aux questions posées par le juge. Il doit indiquer si les faits ou les propos qu'il relate sont intervenus en sa présence. Dans le cas contraire, il doit préciser les conditions et les circonstances dont lesquels il a connaissance de faits. En cas de déposition mensongère, il s'expose à des poursuites pénales pour faux témoignage.

Travail d'intérêt général (TIG)

Mesure consistant pour le condamné à effectuer un travail au profit d'une collectivité publique (ex : municipalité) ou d'une association agréée. Elle est prononcée par le tribunal correctionnel (pour les majeurs) ou par le tribunal pour enfants (à l'encontre de mineurs délinquants âgés de 16 à 18 ans). Le TIG peut être prononcé à titre principal ou comme substitution à une peine d'emprisonnement, ou en complément d'une peine prononcée avec sursis. Pour les mineurs, les travaux doivent être adaptés à leurs capacités et avoir un caractère formateur ou de nature à favoriser leur insertion sociale.

Tribunal

Composé d'un ou de plusieurs juges, il a pour mission de trancher les litiges et rendre une décision de justice.

Tutelle

Mesure de protection et de représentation juridique des mineurs (par ex : en cas de décès des parents) et des majeurs hors d'état d'exercer leurs droits par eux-mêmes, prononcée par le tribunal d'instance.

Voie de fait

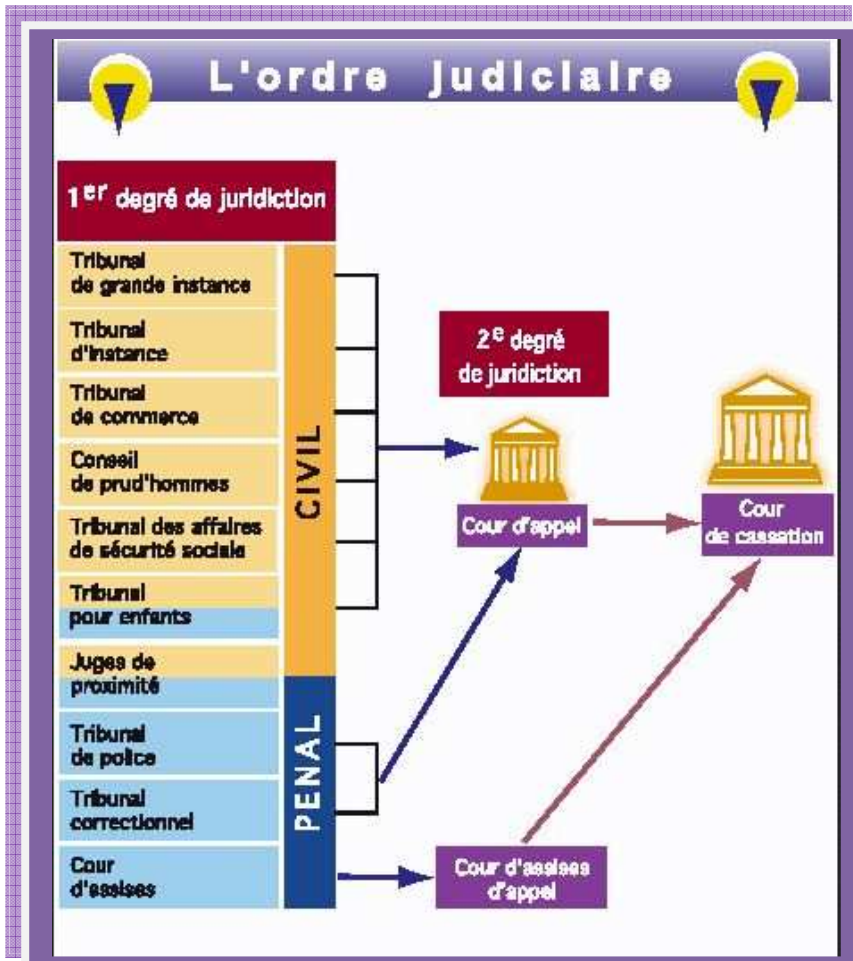
Fait de l'administration qui porte matériellement et illégalement une atteinte grave à une liberté fondamentale ou à un droit de propriété, et qui n'entre pas dans ses pouvoirs.



SCHEMA DE L'ORDRE JUDICIAIRE

PRESENTATION DE L'ORDRE JUDICIAIRE

Les juridictions de l'ordre judiciaire sont compétentes pour régler les litiges opposant les personnes privées et pour sanctionner les auteurs d'infractions aux lois pénales.



Une première catégorie de juridictions règle les **litiges entre les personnes et sanctionne les atteintes contre les personnes, les biens et la société.**

Lorsqu'elles sont chargées de juger les personnes soupçonnées d'une infraction (conduite sans permis, vol, meurtre...), ce sont les **juridictions pénales ou répressives.**

Celles qui n'infligent pas de peines mais tranchent un conflit (loyer, divorce, consommation, héritage...) sont les **juridictions civiles.**

Enfin, certaines affaires sont examinées par des **tribunaux spécialisés**. Par exemple, un salarié conteste un licenciement qu'il estime abusif ; il peut saisir le conseil de prud'hommes.

Source : Ministère de la Justice